

Date de publication :

Accusé de réception en préfecture  
069-216902387-20260409-DE260409CMA0412-DE  
Date de télétransmission : 28/04/2026  
Date de réception préfecture : 28/04/2026

COMMUNE DE  
ST SYMPHORIEN SUR COISE  
Place du Marché  
69590 St Symphorien sur Coise

Département du Rhône

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL



Nombre de membres :  
En exercice : 27  
Présents : 24  
Votants : 27  
(dont 3 pouvoirs)

N° 2026-04-12

**Objet : Désignation du délégué communal au Conseil de surveillance du centre hospitalier de Saint Symphorien-sur-Coise**

**L'an deux mille vingt-six,  
Le 09 avril à 20h00**

Le conseil municipal dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à Saint-Symphorien-sur-Coise, sous la présidence de Monsieur Jérôme BANINO, Maire.

Date de la convocation :

02 avril 2026

Secrétaire de séance :

Patrick WITHERS

*élu en application de l'article L.2121-15  
du Code Général des Collectivités Territoriales*

Présents :

BANINO Jérôme, JOUQUEY Anne-Claire, SARTORETTI Michel, RATTON Maryline, DALBEPIERRE Michaël, GAUTHIER Vincent, FERLAY Christiane, WITHERS Patrick, VAUX Marie-Aimée, ROLLE Pascale, PONCET Marie-Pierre, LAPLACE Sébastien, GLEIZES Jérôme, BONNET Nadège, CHAUX Cédric, COSSART Céline, MOULIN Rachel, DELVILLE Johnny, BORREL Anne-Laure, RABOUTOT Yvan, PINA Noémie, RIQUELME Robert, BERNEDO Clément, CHATARD Axel

Absents excusés :

ODIN Catherine, excusée, a donné son pouvoir à WITHERS Patrick  
BARBIER Maël, excusé, a donné son pouvoir à RIQUELME Robert  
TREZEUX Elodie, excusée, a donné son pouvoir à BERNEDO Clément

La commune doit désigner son représentant pour siéger au conseil de surveillance du centre hospitalier de la commune.

**Le conseil municipal**

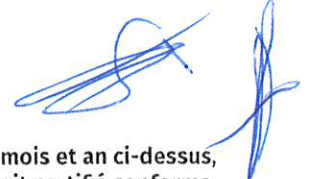
*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,*

1. **DÉSIGNE** Jérôme BANINO en qualité de délégué titulaire au sein du conseil de surveillance du centre hospitalier de la commune,
2. **CHARGE** Monsieur le Maire et Monsieur le Receveur chacun pour ce qui le concerne de la poursuite et de l'exécution de la présente délibération,
3. La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Date de publication :

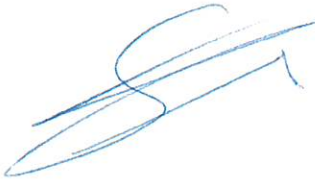
Accusé de réception en préfecture  
069-216902387-20260409-DE260409CMA0412-DE  
Date de télétransmission : 28/04/2026  
Date de réception préfecture : 28/04/2026

Ont signé au registre tous les membres présents.



Fait et délibéré le jour, mois et an ci-dessus,  
Pour extrait certifié conforme,

Le secrétaire de séance



Le Maire

